

Caisse d'assurance-chômage

Les fonds non placés de la Commission d'assurance-chômage en dépôt auprès du gouvernement ont enregistré une diminution de 3 millions de dollars. La caisse d'assurance-chômage a accusé une diminution de 110 millions au cours de l'année. Au 31 mars 1961, le solde, y compris les prêts consentis par le ministre des Finances (67 millions), atteignait 267 millions, comparativement à 377 millions au 31 mars 1960. Les dépenses effectuées sur la caisse se sont chiffrées à 518 millions, somme constituée principalement des prestations versées (510 millions), des pertes sur la vente de placements (7 millions) et d'un petit montant d'intérêt sur les prêts du ministre des Finances. Les recettes se sont établies à 408 millions, comprenant les cotisations des employeurs et des employés, au montant de 276 millions, les contributions de l'État, au montant de 55 millions, le revenu de placements, au montant de 10 millions, et les prêts consentis par le ministre des Finances, soit 67 millions. Les prestations versées excédaient de 95 millions la somme de 415 millions versée en 1959-1960.

Rentes sur l'État

Au cours de l'année, le compte des rentes sur l'État a augmenté de 42 millions de dollars, somme qui représente l'excédent des primes perçues (48 millions) et de l'intérêt crédité au compte par le gouvernement (44 millions) sur les paiements versés aux détenteurs de rentes et aux bénéficiaires, soit 50 millions.

Pension de retraite du service public

L'augmentation de 238 millions de dollars du compte de la pension de retraite du service public est surtout attribuable à une affectation de 138 millions de dollars destinée à conformer le solde du compte à l'estimation actuarielle, au 31 décembre 1957, établie par le département des assurances, et, en partie, à la contribution de 41 millions du gouvernement, laquelle équivaut à la somme estimative des paiements courants et des arrérages versés par les particuliers en 1959-1960, et à des intérêts de 51 millions crédités à ce compte. Le reste de l'augmentation est attribuable à l'excédent des cotisations courantes et des arrérages des employés (48 millions), et à diverses recettes, au montant de deux millions, par rapport aux prestations versées, soit 42 millions.

Pension de retraite des forces canadiennes

Le compte de pension des forces canadiennes a augmenté de 102 millions de dollars. Cette augmentation provient de la contribution de 41 millions du gouvernement, laquelle représente une fois et deux tiers les cotisations courantes et les arrérages, des intérêts à l'égard du compte (43 millions), et des cotisations du personnel des forces permanentes pour les années courantes et antérieures (32 millions), moins les prestations versées sur le compte, soit 14 millions.

Caisse de la sécurité de la vieillesse

Sous le régime de la loi sur la sécurité de la vieillesse, une pension mensuelle de \$55 est versée sur la caisse de la sécurité de la vieillesse à toutes les personnes admissibles âgées d'au moins 70 ans, sans évaluation des ressources. Les versements effectués sur la caisse au cours de l'année 1960-1961 s'élèvent à 592 millions de dollars, tandis que les recettes de la caisse, provenant de l'impôt de 3 p. 100 sur le revenu des particuliers (impôt maximum, \$90), de l'impôt de 3 p. 100 sur les bénéfices des sociétés et de la taxe de vente de 3 p. 100, atteignent 603 millions, ce qui laisse un crédit net de 11 millions. En 1959-1960, les versements ont atteint 575 millions, les recettes ont été de 547 millions et le déficit de la caisse comblé par des prêts provisoires du ministre des Finances a été de 28 millions.

Dans l'exposé budgétaire du 9 avril 1959, le ministre a déclaré que, comme on avait pris des mesures pour assurer les recettes nécessaires au maintien de